



RECOMMANDE
avec avis de réception

Energie et Environnement S.A.
15, rue d'Eprenay
L-1490 Luxembourg

Références : D3-24-0131
Dossier suivi par : Nadia Finck
Tél. : (+352) 247-86891
E-mail : nadia.finck@mev.etat.lu

Luxembourg, le **09 JAN. 2025**

Objet : Loi modifiée du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE)
Evaluation du projet « Immeuble Kyklos – Forages géothermiques » à Belvaux sur le territoire de la commune de Sanem – Demande de vérification préliminaire – Décision
V/réf : MHZ / cni / 33 048r – 3 / COU MECB 01

Madame, Monsieur,

En réponse à votre demande du 15 octobre 2024, je vous fais parvenir par la présente ma décision concernant la nécessité de réaliser un rapport d'évaluation.

Le projet sous rubrique consiste à réaliser une pompe à chaleur géothermique réversible eau/sol pour couvrir les besoins en énergie thermique du bâtiment « Kyklos » relatif au lot 48 du projet Central Square. Le projet correspond à une activité figurant à l'annexe IV (catégorie 78) du règlement grand-ducal modifié du 15 mai 2018 établissant les listes de projets soumis à une évaluation des incidences sur l'environnement.

La vérification préliminaire du projet a été réalisée sur base :

- des informations et de l'évaluation sommaire présentées dans le dossier soumis,
- des critères de sélection pertinents arrêtés à l'annexe I de la prédite loi modifiée de 2018.

Il en résulte que l'élaboration d'un rapport d'évaluation conformément à l'article 6 de la prédite loi modifiée de 2018 n'est pas requise pour les raisons suivantes :

- la dimension limitée du projet comprenant 32 forages géothermiques d'une profondeur maximale de 200 mètres avec une puissance d'absorption thermique totale de 304 kW,
- la localisation du projet se situant en « zone mixte urbaine » sur une surface déjà fortement artificialisée par un parking en plein air,
- l'ampleur et l'étendue spatiale des éventuelles incidences (bruit, poussières, etc.) seront limitées au voisinage immédiat du projet,



- l'absence d'incidences significatives sur une zone protégée (zone de protection d'intérêt national, Natura 2000, zone de protection d'eau potable), et du fait, e.a., de la distance du projet par rapport à une telle zone.

Étant donné que le projet se situe sur une parcelle répertoriée dans le cadastre des sites potentiellement pollués, une attention particulière devra être portée à la gestion des terres polluées et, le cas échéant, à la gestion des eaux polluées. Il est rappelé que les dispositions de l'arrêté modifié 1/03/0400 du 30 janvier 2004 délivré par le ministre ayant l'environnement dans ses attributions sont à respecter.

Cette décision ne préjuge pas la nécessité éventuelle d'élaborer des études spécifiques requises dans le cadre des procédures d'autorisation subséquentes (p.ex. eau, protection de la nature et des ressources naturelles, établissements classés, ...).

Contre la présente décision, qui sera publiée sur le site www.eie.lu, un recours contentieux peut être introduit devant le tribunal administratif. Ce recours doit être intenté par requête signée d'un avocat à la cour dans un délai de quarante jours à compter de la notification de la présente. Dans le même délai, un recours gracieux peut être adressé par écrit au Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité. Dans ce cas, le délai pour introduire le recours contentieux est suspendu. Si dans les trois mois à compter de l'introduction du recours gracieux une nouvelle décision intervient ou si aucune décision n'intervient, un nouveau délai de quarante jours pour introduire le recours contentieux devant le tribunal administratif commence à courir.

Une réclamation peut également être introduite auprès du Médiateur— Ombudsman. Veuillez noter que cette réclamation n'interrompt ni ne suspend les délais légaux des recours gracieux et contentieux. Le médiateur ne peut pas modifier la décision prise, mais peut intervenir auprès de l'autorité compétente afin d'essayer de trouver un arrangement.

Pour plus d'informations concernant les droits en matière de recours, il est possible de consulter la rubrique « Recours contre un acte administratif » sur le site <https://guichet.public.lu/fr.html>.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

Pour le Ministre de l'Environnement, du Climat
et de la Biodiversité

Marianne Mousel
Premier Conseiller de Gouvernement

Copies : Administration de la nature et des forêts
Administration de la gestion de l'eau
Administration de l'environnement